



**L'Union des Partis Politiques dans la Province de Québec**

A la demande de plusieurs personnes, j'ai réuni en brochure sous ce titre les articles déjà publiés dans *L'Opinion Publique*. La presse en général a accueilli cette brochure avec une bienveillance dont je remercie mes confrères. Quant au sujet même, quant à la possibilité ou à l'opportunité d'une coalition des partis dans notre province, nous croyons devoir faire part à nos lecteurs de ce qu'en pensent les principaux journaux.

Les organes ministériels m'ont tous répondu par un argument *ad hominem*. "Il est assez singulier, dit le *National*, que cette idée tardive d'une réunion des partis ne soit jamais venue à M. Dunn ou à ses amis tant que les conservateurs sont demeurés à l'apogée du pouvoir." J'avoue que cette réflexion ôte toute valeur aux paroles élogieuses dont le *National* accompagne sa critique, car elle prouve qu'il parle de la brochure sans l'avoir lue. En effet, j'avais prévu ce reproche, et j'ai pris la peine d'y répondre d'avance en citant un article écrit en 1872, alors que "les conservateurs étaient à l'apogée du pouvoir." Mais enfin là n'est pas précisément la question: ce qu'il importe de constater, c'est que l'organe ministériel refuse ce qu'il appelle les "offres" d'une union bas-canadienne, et se contente de déclarer: "que le parti libéral ne ferme la porte à personne et est toujours prêt à ouvrir les bras à tous ceux qui reviennent à de meilleurs sentiments et reconnaissent leurs torts et leurs erreurs."

Le *National* répond donc à cet appel à l'union par un appel à la conversion: cela peut être fort spirituel, mais c'est tout. Aussi l'on ne lira pas sans plaisir ces autres paroles plus récentes du même journal; elles sont extraites d'un article au sujet du vote sur l'amnistie, publié le 21 courant:

Nous sommes la minorité; il nous faut de la patience, du courage, et de la réflexion....

Quant au vote de l'expulsion, au refus de la majorité non pas politique, mais religieuse, du parlement, de se rendre au désir de la minorité en lui accordant un simple délai, qui lui laisserait toute sa liberté d'action ultérieure, nous ne pouvons l'oublier.... A nous d'y réfléchir et de veiller à notre propre protection dans l'avenir. Nous sommes une minorité, mais une minorité puissante, parce qu'elle est homogène, parce qu'il n'y a pas entre les partis qui la scindent de causes de divisions assez profondes pour les empêcher de se réunir en tout temps pour protéger leur origine et leur croyance. Avec cette union, aucun gouvernement ne serait possible qui ne tiendrait pas compte de ses vœux.

Dieu nous préserve de la répétition de pareilles luttes; mais il est bon que ceux qui voudraient les provoquer encore sachent que nous sommes encore assez forts pour les mettre à la raison et nous faire rendre justice.

Je conjure après cela le *National* de lire ma brochure; il verra que nous parlons d'union l'un et l'autre dans les mêmes termes. Dans tous les cas je le prends comme une autorité qui confirme mes écrits.

Citons maintenant le *Nouveau-Monde*. Voici ce qu'écrit son rédacteur-en chef, M. Desjardins, député:

Je me contenterai de vous dire en peu de mots ce qui s'est passé, afin de vous mettre à même de juger plus exactement de la situation qui nous a été faite dans cette journée qui restera comme une tache, dans nos annales parlementaires, et sur la majorité de la Chambre qui a voté l'expulsion arbitraire de l'hon. membre pour Provencher, et sur le ministère qui n'a pas eu assez de force morale pour empêcher la perpétration de cet acte.

Ainsi que je vous l'ai déjà dit, du moment que le gouvernement faisait de la motion d'expulsion, une question libre, il ne

nous restait plus d'espoir d'empêcher que les mauvaises passions fomentées avec une odieuse perfidie par la presse ontarienne, n'eussent enfin leur libre cours.

Autant les discours hostiles ont été passionnés, injustes, agressifs, autant ceux des amis de la cause de M. Riel ont été dignes, modérés et fortement raisonnés.

Le comité du Nord-Ouest a repris ses travaux ce matin, et Sa Grandeur Mgr. Taché a commencé à donner son témoignage.

On s'attend à des révélations importantes; mais que peut-on espérer maintenant d'une Chambre et d'hommes qui se laissent guider par de telles passions?

Néanmoins je ne désespère pas encore: la Providence fait quelquefois surgir la victoire au moment où la défaite semble la plus complète. Elle suscite de ces moments d'épreuves afin de mettre en relief le caractère des hommes et le peu de foi qu'il faut faire quelquefois sur les plans les mieux combinés pour empêcher une intrigue ou accomplir une iniquité.

Nous avons nous-mêmes une leçon à prendre de la séance d'hier. Nous avons vu toute la représentation anglaise unie comme un seul homme quelles que fussent d'ailleurs leurs préoccupations politiques, pour mener à bonne fin leur injuste entreprise.

Avons-nous montré nous-mêmes, qui avons le droit et la vérité pour nous, cette même entente, ce même désir de faire prévaloir exclusivement les intérêts de la cause que nous avons à défendre, et le spectacle que nous donnons si volontiers de nos divisions interminables n'encourageait-il pas à un fort degré nos adversaires à voter contre nous sans se gêner? Ne leur fournissions-nous pas l'occasion de se persuader que, quelle que fût d'ailleurs la profondeur de la blessure qu'ils viennent de nous infliger, elle ne nous ferait pas oublier qu'avant tout il faut maintenir nos anciennes divisions, et qu'après comme avant nos forces se trouveraient encore neutralisées par notre propre faute?

Quant à la *Minerve*, elle tire la corde de son côté avec autant d'énergie que le *National*.

"Nous ne serions pas prêt, dit-elle, à recommander à notre parti d'agir d'après les vues exprimées par M. Dunn en tant que question d'opportunité. Comme journaliste, M. Dunn accomplit certainement un acte digne et patriotique lorsqu'il invite ses compatriotes à l'union. En entrant à *L'Opinion Publique*, M. Dunn a compris qu'il devait se désintéresser des luttes du journalisme quotidien.... Quant à ceux qui ont le poids de la lutte actuelle sur les épaules, ils ne sauraient se placer au même point de vue que M. Dunn. Le parti conservateur regrette certainement nos divisions, mais il doit à sa propre dignité de ne point prendre dans la défaite une initiative que nos adversaires ne sont que trop disposés à mal interpréter et qu'ils ont déjà repoussée lorsque les conservateurs régnaient."

Placée entre la *Minerve* et le *National*, c'est-à-dire entre les deux extrêmes, l'*Opinion Publique* croit modestement avoir seule tout-à-fait raison. *In medio stat virtus*.

Quelqu'un m'écrit qu'après tout je n'ai fait que développer une vérité de LaPalisse. Cela est absolument exact. Un quart d'heure avant de s'unir les partis étaient encore divisés; en 1874 la province de Québec étant divisée en elle-même était encore faible: voilà tout ce que j'ai dit. Mais ce sont précisément ces sortes de vérités qui sont ordinairement le plus maltraitées par les passions politiques et les intérêts personnels, et il arrive un moment où il ne suffit plus de les exprimer pour les faire admettre; il faut les prouver, et celui qui l'entreprend passe pour tramer des "complots," suivant le mot du *National*.

OSCAR DUNN.

**LA REFORME DU TARIF**

La capitale est envahie depuis quelques jours par des industriels venus de toutes les coins de la Confédération pour prier le ministre des finances, M. Cartwright, de modifier ses projets d'impôts. Une trentaine de délégations ont visité Ottawa. Libéraux et conservateurs s'entendent pour cet objet. Il est vraiment admirable de voir comme les hommes de politique opposée se comprennent vite lorsque leur bourse est menacée. L'union des partis politiques que nous prêchons dans les choses fondamentales et qui n'a pu être réalisée même sur la question Riel, vient de s'accomplir autour d'un budget. Consolant spectacle!

Nous n'entrerons pas dans le détail des reproches que l'on fait à M. Cartwright. Pour donner une idée de sa manière, il suffira de constater qu'il frappe d'un impôt tellement élevé qu'il serait "prohibitif" les vins communs de France, et d'un impôt très-supportable les alcools en général. Or on sait, d'une part, que ces vins légers sont un préventif contre l'ivrognerie, et que, d'autre part, les Chambres viennent d'être saisies d'un grand nombre de pétitions demandant l'abolition totale de la vente des boissons fortes. Les signataires de ces pétitions trouvent que le ministre des Finances leur répond d'une façon singulière en imposant une taxe légère sur les alcools et une taxe énorme sur les vins français.

Cette anomalie, jointe à plusieurs autres, prouve que M. Cartwright s'est trop pressé d'entreprendre la réforme de nos tarifs. Nouveau venu au pouvoir, il devait craindre de faillir à dresser tout de suite une échelle d'impôts conforme aux intérêts généraux et permanente, ce qui est essentiel pourtant, car si le tarif change souvent le commerce est toujours inquiet. Les réclamations qui se font entendre aujourd'hui de toutes parts montrent que M. Cartwright aurait gagné à ajourner ses réformes à l'année prochaine pour avoir le temps de les mûrir davantage.

Mais ce sont là des détails; l'ensemble même de son exposé financier a produit dans le pays l'impression la plus pénible. On peut résumer ainsi cet exposé:

- 1o. Il y a pour l'année dernière un déficit de près d'un million;
- 2o. Nous ne pouvons espérer une augmentation de la richesse publique d'ici à plusieurs années;
- 3o. Nous allons augmenter de deux millions les dépenses et de trois millions les taxes.

A part l'absurdité de cette logique, il est étrange de voir un ministre des Finances déprécier ainsi la valeur de son pays. Dire que le Canada va maintenant demeurer stationnaire et ne verra augmenter ni sa population ni ses ressources industrielles et commerciales, c'est l'œuvre d'un ennemi qui voudrait tuer notre crédit sur les marchés étrangers. Pour empêcher les émigrants de venir ici, les agents des Etats-Unis n'auraient qu'à répandre à profusion le discours de M. Cartwright.

Heureusement que les jeunes pays comme le nôtre ont toujours trompé les calculs des pessimistes et des hommes à courte vue. A moins que nos gouvernants ne retardent systématiquement la construction de nos chemins de fer, du chemin du Pacifique en particulier, nous continuerons à grandir rapidement comme par le passé.

On a souvent dit que dans notre pays le portefeuille des finances était fatal à qui l'acceptait; il est certain